

# DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Le Comité central du Parti communiste internationaliste (Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), après discussion sur les incidents qui se sont produits à la réunion du Cercle Karl-Marx, le 28 avril 1967, à la Mutualité, déclare :

La discussion au Cercle Karl Marx a toujours été entièrement libre ; c'est une chose connue de toutes les personnes qui ont eu l'occasion d'y participer. Les organisateurs n'estiment pas utile, en général, d'y mettre en place un quelconque service d'ordre. L'irruption, dans ces conditions, longtemps avant l'heure prévue pour la réunion, d'un groupe d'environ 40 membres de l'O.C.I. et du groupe « Révoltes » conduits par Stéphane Just et Chisseray, occupant les premiers rangs de la salle, procédait d'une volonté délibérée de troubler cette réunion et d'empêcher qu'elle puisse se dérouler normalement.

L'orateur, Ernest Mandel, avait fait un exposé sur les développements de la « révolution culturelle » en Chine qui avait été suivi avec intérêt par l'assistance. Dans la discussion, Stéphane Just, deuxième à parler, se lança dans une série d'attaques personnelles, grossières, provocantes, accusant « Monsieur » Mandel et « Monsieur » Frank d'être des traîtres et des renégats.

L'exposé et les interventions ayant été enregistrés sur magnétophone, nous disposons de la bande magnétique qui témoigne sans le moindre doute des provocations et de la vulgarité des propos de Stéphane Just. Nous tenons cette bande magnétique à la disposition de toute organisation ou de tout militant qui voudra en prendre connaissance.

Ces propos ont suscité l'indignation de la salle qui demanda au président de mettre fin à une intervention qui s'écartait totalement du sujet du débat et qui était une exhibition indigne d'une réunion ouvrière. Le président ayant retiré la parole à Just qui avait épuisé son temps de parole, celui-ci et son commando tentèrent d'y prendre la tribune d'assaut. Après quelques minutes, ils furent expulsés de la salle, et la réunion se poursuivit avec un auditoire de 350 personnes environ, jusqu'à minuit passé, par une discussion intéressante, sans le moindre incident.

Cette note n'a pas pour objet de situer les divergences entre le P.C.I. et l'O.C.I., ni de discuter des positions de l'O.C.I. Il nous suffit cependant de signaler la similitude entre la ligne de conduite de l'O.C.I. et celle des P.C. au cours de la « troisième période ». A ce moment, les dirigeants des P.C. dénonçaient une chaîne qui reliait les impérialistes aux trotskystes en passant par la social-démocratie, et encourageaient l'emploi de la violence au sein du mouvement ouvrier. Pour Just, il y a à présent

une chaîne qui va des impérialistes aux membres de la IV<sup>e</sup> Internationale en passant par la bureaucratie de Moscou, de Pékin et d'ailleurs. Avec des trotskystes ayant des conceptions tactiques différentes ou même avec des centristes ou des réformistes, il faut discuter politique. Avec des traîtres et des renégats, on pousse de jeunes militants à des agressions. Voici l'aboutissement d'un raisonnement spécieux, ultra-gauchiste, infantile.

Le Mouvement trotskyste, à la suite des courants révolutionnaires du mouvement ouvrier, a toujours condamné de la façon la plus implacable le recours à la violence au sein du mouvement ouvrier, y compris contre les réformistes les plus endurcis. L'emploi de la violence au sein du mouvement ouvrier est soit un reflet de la pression de l'ennemi de classe, soit le moyen d'éléments irresponsables. L'emploi de la violence pour tenter de saboter la réunion du Cercle Karl Marx par Just, Chisseray et autres constitue une rupture totale avec la tradition prolétarienne. Il affaiblit, entre autre, la lutte contre ces mêmes méthodes lorsqu'elles sont employées par les stalinien, comme c'est fréquemment le cas actuellement. Un tel recours à la violence est en outre une incohérence de l'O.C.I. qui, quelques semaines auparavant, à la veille des élections législatives, s'était adressée à un certain nombre de militants pour dénoncer par avance un sabotage de ses réunions par les stalinien.

Les incidents du Cercle Karl Marx sont survenus après d'autres où les mêmes méthodes se firent jour de la part des mêmes hommes ou de leurs associés politiques, à Liège le 15 octobre 1966 et à Londres le 17 novembre 1966.

Nous plaçons l'O.C.I. et le groupe de « Révoltes » devant leurs responsabilités. Ou ils désavouent les actions de Just et Chisseray, membres de leurs directions, ou bien nous devons considérer ces organisations comme responsables des méthodes de voyous, indignes de militants ouvriers et portant le plus grand préjudice au trotskysme que ces organisations prétendent défendre.

Nous transmettons la présente note à diverses organisations françaises et internationales, et à des militants, notamment à ceux qui ont signé l'appel pour le respect des réunions de l'O.C.I., qui ont, tout comme nous, le plus grand intérêt à voir régner dans l'avant-garde du mouvement ouvrier la démocratie la plus large. Nous sommes prêts à tout moment à débattre de ces incidents et de leurs responsabilités avec ces organisations ou ces militants.

Le 7 mai 1967.

La déclaration qu'on vient de lire pose le problème des responsabilités des actes de violence commis au Cercle Karl Marx par le commando Just-Chisseray. Une réponse a été donnée par la publication d'une déclaration du Comité central de l'O.C.I. C'est l'ensemble de la direction de cette organisation qui prend la responsabilité des actes que nous dénonçons. Mais, en plus, elle ajoute le cynisme à l'appel à la violence. Elle tente de renverser les rôles en posant son commando en victimes, mais se trahit en avouant les grossières injures et quelques unes des calomnies démentées proférées par Stéphane Just à la tribune du Cercle Karl Marx, pour faire enfin la théorie de la nécessaire violence contre les pires adversaires que nous semblons être pour eux, en déclarant que la lutte contre la IV<sup>e</sup> Internationale (baptisée par eux « pabliste » par une autre aberration mentale) « ne saurait être moins impitoyable que contre toutes les agences de la bourgeoisie et des appareils ».

A un tel point de mensonge, de confusion et de duplicité susceptible d'étourdir des militants ouvriers mal informés, nous proposons la formation d'un jury d'honneur ouvrier qui pourra faire la clarté sur les accusations de l'O.C.I. à notre égard, et auquel nous soumettrons en particulier la bande magnétique d'enregistrement du Cercle Karl Marx.

## Le vase fêlé

L'épreuve du vote des pouvoirs spéciaux ne s'est pas déroulée à l'avantage du gouvernement, bien qu'il ait obtenu gain de cause. La majorité, réduite à huit voix, est apparue fort étriquée, et sa division s'est exprimée au grand jour, sans ménagements. Ce régime apparaît de plus en plus usé et condamné à terme. Tous les affrontements ont pour objet la préparation à l'après-gaullisme et pour acteurs les prétendants à la succession. Mais cela ne signifie nullement que l'échéance est toute proche (sauf événement imprévu) et que le gaullisme n'a plus les moyens de gouverner pendant un certain temps. Il lui sera sans doute difficile d'aller jusqu'au bout de cette législature, mais il peut encore faire face à la situation durant quelques années dans la mesure où aucune force n'engage véritablement le combat en vue de la conquête du pouvoir.

Le grand sorcier lui-même a perdu de sa puissance d'envoûtement. La dernière conférence de presse, « grande messe chantée du régime » (Le Monde), a été un rabâchage de thèmes usés. Ses bons mots ont cessé d'amuser la galerie, et les journalistes ont surtout relevé à quel point il se détachait de la réalité pour ne se situer que dans le passé et dans l'avenir. Les élections législatives réduites à 487 compétitions locales, l'antithème lancé entre les partis, l'éternel « moi ou le déluge », l'anticommunisme à la mode de 1930, ce sont des propos d'homme enfermé dans sa grandeur sérieuse qui n'a pas réalisé qu'il commence à prêcher dans le désert.

Que se passera-t-il maintenant ? A défaut d'une solution de rechange, le gaullisme poursuivra son règne. Les députés réactionnaires, dits du « Centre » tout en votant contre les pouvoirs spéciaux, se sont déclarés prêts à coopérer avec le gouvernement si l'on veut bien d'eux et si l'on y met des formes. Giscard, tout en accentuant sa critique, n'est pas pressé d'abandonner son jeu prématurément au risque de provoquer de nouvelles élections aux résultats hasardeux. Il vaut mieux laisser Pompidou-Debré affronter une situation économique difficile dont ils auront du mal à se tirer à leur avantage, et attendre le moment propice, de préférence celui du départ du général, pour apparaître en sauveur jeune et raisonnable. Tout cela laisse au régime gaulliste une certaine marge de manœuvre.

La gauche est-elle disposée, de son côté, à porter des coups décisifs au régime ? Les mouvements revendica-

(suite de la page 1)

victoires, ils n'ont pas subi de défaite démoralisante ; de plus, ils ont donné la preuve que, même pour des avantages modestes, il faudra engager de grands combats, réfutant ainsi la tactique unique de grèves par entreprise.

Certes, à chaque fois, le contenu revendicatif ou politique de ces manifestations était limité, mais les salariés se mobilisaient par millions manifestant ainsi une volonté de lutte que l'ampleur des mouvements faisait croître. Et aujourd'hui apparaissent et la volonté de lutte et celle d'aller beaucoup plus loin que ne le souhaitent les stratèges des directions ouvrières.

Un autre aspect de la situation : En mai 1966, le régime n'avait subi qu'un coup de bellier. Depuis, les législatives ont mis en évidence les fissures qui affaiblissent le pouvoir que l'on prétendait fort, la demande de pouvoirs spéciaux a donné la preuve de cette faiblesse, et, par leur politique sociale (350.000 chômeurs, stagnation du pouvoir d'achat, etc.) de Gaulle et son gouvernement ont vu leur popularité s'effriter. La dynamique de la crise du régime gaulliste conduira fatalement à de durs affrontements entre les classes. Ajoutons à cela que, par le recours aux pouvoirs spéciaux, de Gaulle contraindrait les militants et cadres syndicaux à réexaminer la séparation que maintenaient artificiellement les directions entre les domaines des revendications et de la politique.

Ainsi, d'une part le régime est affaibli, et d'autre part des millions de travailleurs ont eu l'occasion d'occuper la rue. Quant aux directions ouvrières, elles doivent à la fois répondre aux exigences de lutte des travailleurs et en limiter le développement,

## A propos du débat UNIR-PCI

Il est très encourageant pour des militants oppositionnels dans le Parti de voir s'ouvrir un débat public entre tendances du mouvement ouvrier, même si ces tendances sont extrêmement minoritaires. Il n'est pas étonnant que la tendance « UNIR » qui depuis des années se réclame d'un retour du Parti à une vie démocratique normale soit la première à vouloir discuter avec le trotskysme.

Je ne suis pas entièrement d'accord avec votre opinion sur l'impossibilité d'un redressement éventuel du Parti. Le parti d'avant-garde, capable de mener la classe ouvrière à la victoire, sera-t-il le fruit de profonds bouleversements au sein du Parti mais qui conserveraient l'essentiel de ses structures, ou au contraire surviendrait-il des débris du Parti actuel après une série de crises et d'éclatements. Je pense que nul ne peut répondre avec certitude à l'heure actuelle. Peut-être suis-je victime d'un certain chauvinisme d'organisation, mais je ne suis pas sûr que la remise en cause politique entraîne nécessairement la remise en cause de l'organisation. Le sentiment qu'il est possible « d'affûter un instrument émoussé », pour reprendre l'expression d'UNIR, est normal pour les camarades critiques qui ne se sont pas laissés abattre à leur premier heurt avec l'appareil. Peut-être la sclérose de l'appareil, les liens avec la bureaucratie soviétique, la composition sociale même du Parti se révéleront-ils des obstacles infranchissables lorsqu'un certain nombre de secteurs militants essentiels du Parti s'opposeront politiquement à la direction ; je crois que l'histoire tranchera en fon-

tion des conditions spécifiques de la lutte oppositionnelle dans chaque Parti, des caractéristiques propres à chaque Parti. Je crois qu'il faut se défier de tout a priori sur cette question ; en particulier, ne pas provoquer de départs prématurés d'un Parti qui ne serait pas déjà totalement discrédité — sinon aux yeux des larges masses, du moins aux yeux d'une bonne partie des militants fondamentaux de la classe ouvrière. S'il n'existe pas d'exemple de parti stalinien « redressé », il n'existe pas d'exemple de parti révolutionnaire de masse issu d'une crise dans un parti stalinien. Peut-être l'exemple du parti nord-vietnamien peut nous faire réfléchir. Sous la pression d'événements gigantesques, ce parti anciennement stalinien (voir l'écrasement du mouvement trotskyste vietnamien) a actuellement une ligne qui n'est que très partiellement critiquable (voir en particulier les rares textes en français du camarade Le Duan, premier secrétaire du C.C.). Enfin, je pense que trancher cette question n'est pas indispensable à la lutte révolutionnaire au sein du Parti à l'heure actuelle.

Si vous poursuivez le débat avec UNIR, ce que je souhaite, je me permets de vous donner un avis. Il me semble qu'il faut éviter de ramener la discussion à une sorte de « procès » de l'existence même d'une IV<sup>e</sup> Internationale, procès qui apparaissait au filigrane dans le premier débat. Le débat devrait se poursuivre sur l'action révolutionnaire à mener au sein du Parti.

Le 27 février 1967.